

Misère, misère!

Philippe Villechalané

Quand bien même les pays riches (en gros occidentaux, à l'ouest et au Nord, et quasi essentiellement blancs) lâcheraient un peu de lest (sous la pression des luttes) en partageant les richesses, il resterait sur la planète des milliards d'enfants, de femmes, d'hommes, de familles, dans la plus noire des misères, dans des types d'exploitation des plus féroces, soumis à des formes de cynisme des plus cruelles.

- 968 millions d'individus sont privés de l'accès à des points d'eau ;
- 2,4 milliards n'ont pas de structures sanitaires de base ;
- 854 millions d'adultes sont analphabètes et 325 millions d'enfants ne sont pas scolarisés ;
- 1,2 milliard dispose de moins d'un dollar par jour et 2,4 milliards de moins de deux dollars ;
- 163 millions d'enfants souffrent et meurent de faim chaque année ;
- 250 millions d'enfants travaillent sur la planète ;
- Dans les pays développés de l'OCDE, il y a 130 millions de pauvres, 8 millions souffrent de malnutrition et 15 % des adultes sont considérés illettrés ;
- En France 8 millions de pauvres, 6 millions qui survivent dans les minima sociaux, près de 400 000 personnes sans domiciles fixes et 2 millions de mal logés.

Voilà de façon froide, statistique, et sans doute tronquée, parce que cela ne révèle pas ce que représentent ces vies en miettes en terme de souffrance, les quotidiens où chaque lendemain est une épreuve, une partie du bilan du capitalisme. Et encore ne sont pas abordées les questions liées aux pollutions, à la

maladie, à la prostitution (y compris infantine) aux guerres, à la violence...

C'est quoi la pauvreté ?

Au-delà des définitions technocratiques qui considèrent que la pauvreté c'est d'avoir des revenus inférieurs à la moitié du salaire médian (ce qui grosso modo ne veut absolument rien dire), la pauvreté, c'est de ne pouvoir assurer correctement son quotidien, de ne pas atteindre de façon égalitaire les différents droits, c'est ne pouvoir accéder à la culture et à la connaissance, des armes pour résister à toutes les formes de l'exploitation. Les questions du savoir correspondent aussi à un modèle, il existe de multiples formes de savoir et ne pas en reconnaître certaines c'est d'une part nier celui qui le détient et d'autre part reproduire une forme de domination.

Avant de se poser l'essentielle question de la sortie de l'aliénation de la consommation il y a pour une immense majorité la nécessité de consommer pour satisfaire des besoins vitaux.

Il faut œuvrer à la gratuité, c'est un des moyens de se libérer de la contrainte des lois du marché.

Instaurer la gratuité sur des questions vitales : logement, transports, accès à l'énergie et à l'eau, permettrait de créer des espaces où le capitalisme n'aurait pas de prise. Quand on sait la centralité des problèmes liés à l'eau, il serait temps de mettre en place une agence mondiale de l'eau qui tiendrait compte des besoins de chacune des nations et bien entendu de ses habitants.

Des zones d'égalité agiraient comme des points d'appuis pour formuler d'autres avancées, nécessaires et mêmes indispensables.

Tout de nous

Miguel Benasayag écrit dans *Du contre-pouvoir* : « L'obscurité de la transparence nous paralyse : puisque l'"on sait tout" alors "on ne sait rien". Une fois les choses "sues", tout demeure à l'identique, ou pire, tout se voit à nouveau renforcé et légitimé par "la force des choses" ».

Pourtant tout est possible, il n'existe de fatalité que la nôtre, individuelle, confortable, l'impuissance de l'individualisme partagé.

Rien n'est inéluctable, aucune logique politique, sociale, économique n'est une loi scientifique.

Ne faut-il pas se poser la question de la misère des luttes, les recettes sont vieilles comme le monde, rien, jamais, n'a été consenti par les tenants des différents pouvoirs sans luttes et sans rapport de forces. Il faut solutionner cette misère du combat, poser la question des formes de démocratie et de pouvoir. Dans le même temps, il convient de bien inscrire les choses dans la durée, dans un mouvement historique, tout ne sera pas réglé d'un coup de mobilisation magique.

La majorité des gens se déclarent solidaire de ceux qui luttent, mais souvent ils ne franchissent pas le pas et refusent d'agir eux-mêmes. Dommage, c'est à portée de main, à hauteur de poing levé, il suffit de le décider, il n'y a pas de crise, il ne s'agit que de choix, de manque de volonté et de courage politique, d'engagement.

Il faut oser revendiquer des principes sans avoir peur de paraître ringard parce que la bourgeoisie l'a décidé, celui de l'appropriation sociale, collective et démocratique des moyens de productions et d'échange en est un fondamental.

Et peu importe qu'aujourd'hui les modèles n'existent plus, tant mieux même, nous ne partons pas de rien, les acquis sont considérables. L'histoire des luttes est riche, elle est parfois arrêtée, toujours réprimée, mais elle ne sera jamais finie.

Inacceptable !

Inventons, tout, les perspectives, les alternatives et les moyens d'y parvenir, sans oublier que le premier pas est celui de l'engagement individuel.

Il va bien falloir s'y mettre, se décider, ou bien dire clairement qu'il est acceptable que l'espérance de vie soit de 79,1 années au Canada et de 28 années au Rwanda, de 78,7 années en France et de 34,7 années en Sierra Leone.

Que le PIB par habitant soit de 34 004 dollars par an au Luxembourg et de 455 dollars en Éthiopie, de 26 977 dollars aux États-Unis et de 565 dollars au Mali.

Doit-on le tolérer, quand on sait que le coût supplémentaire pour parvenir à un accès universel aux services sociaux de base dans tous les pays en développement représente 40 milliards de dollars, soit 0,1 % du revenu mondial ?

À titre d'exemple, la satisfaction des besoins nutritionnels et sanitaires de base représente 13 milliards de dollars quand l'achat d'aliments pour animaux domestiques en Europe et aux États-Unis représente 17 milliards de dollars.

Les dépenses militaires dans le monde atteignent 780 milliards de dollars quand l'éducation de base pour tous ne coûterait que 6 milliards de dollars. Les écarts continuent de se creuser entre riches et pauvres, les 225 plus grosses fortunes du monde représentent un total de plus de 1 000 milliards de dollars, soit l'équivalent du revenu annuel des 47 % d'individus les plus pauvres de la population mondiale, soit 2,5 milliards d'individus.

L'insolence de l'opulence

Les trois personnes les plus riches du monde ont une fortune supérieure au PIB total des 48 pays en développement les plus pauvres.

Et ça continue, en France, la bourse ne cesse de battre des records, elle gagne 23 % en 1996, 29 % en 1997, 32 % en 1998, 30 % en 1999, 34 % en 2000 ; les principales entreprises enregistrent tous les ans des milliards de milliards de bénéfices et capitalisent des sommes ou les zéros sont durs à compter mais rien pour les pauvres.

Puis, en 2001 retournement de situation, la bourse plonge de 20 %, on nous expliquera sans honte et sans sourciller qu'il n'y a toujours rien à faire pour les pauvres d'ici et d'ailleurs.

La question des moyens ne se pose donc pas, jamais, c'est une gigantesque supercherie, ce qui est en cause c'est une autre organisation de la société.

Égaux et différents

C'est en terme de droits que les questions se posent, en terme d'égalité. De tout temps il y a eu les forts et les faibles, les riches et les pauvres, les dominants et les dominés, pour justifier l'injustifiable. Les progrès scientifiques sont extraordinaires, la communication se fait en temps réel, nous avons dorénavant les moyens de ne plus être des barbares. Toutes les époques ont vu des femmes et des hommes se battre, parce qu'à toutes les époques, le partage des richesses est au centre de la cohérence de la société.

Et si besoin est, basons le cul de nos vieilles craintes, l'égalité n'est pas l'uniformité, nouer les trames d'un tissu afin de le rendre utile et solide ce n'est pas toujours en faire un tissu uni.

Un madras ou un Écossais sera aussi utile et aussi solide que l'uni, il sera d'une pièce mais composé d'un grand nombre de trames, de fibres différentes, alors comme la peur n'évite pas le danger...

Voir, savoir, connaître la pauvreté et la misère et ne rien faire c'est se condamner soi-même à la pauvreté et à la misère.

Desmond Tutu disait : ***Ne rien faire face à l'injustice, c'est prendre le parti de l'opresseur !***

*Philippe Villechalane
Stuttgart, août 2001
www.nepasplier.fr*